



Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Burkina Faso

Février 2023

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Mali et le Niger, plus précisément les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 1 938 792 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 31 Janvier 2023 au Burkina Faso².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire burkinabé, le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

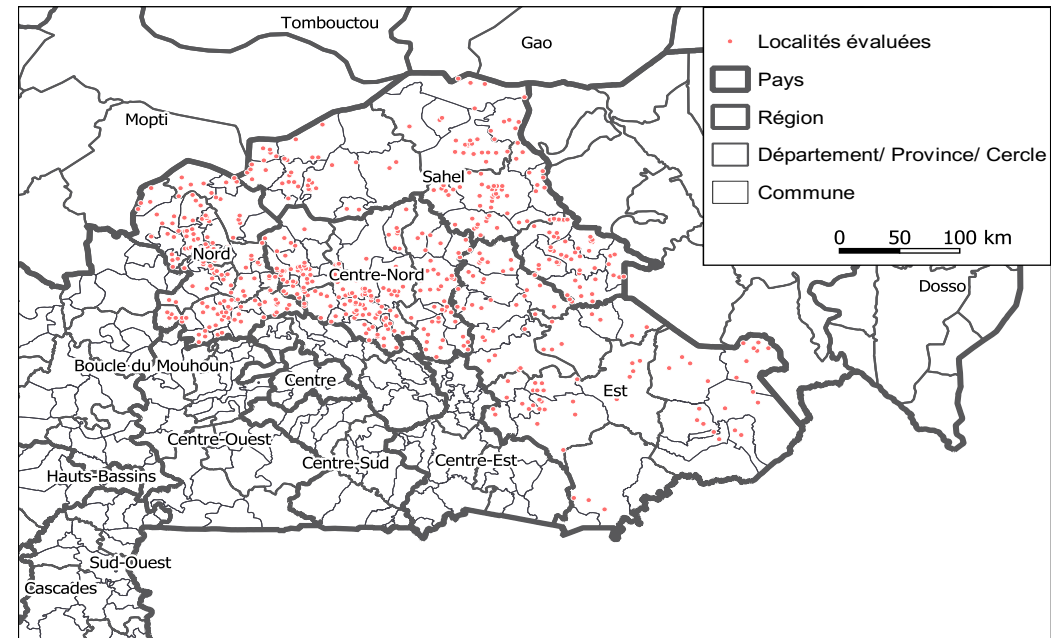
Au total, pour la collecte de février, 517 localités ont été évaluées au Burkina Faso au travers des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (province) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 23 janvier et le 06 février 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte - sauf indication contraire. Les entretiens avec les IC ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

1. REACH, Termes de référence, Suivi humanitaire multisectorielle (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités enquêtées



75% d'IC ont rapporté avoir visité eux-même la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédant la collecte.

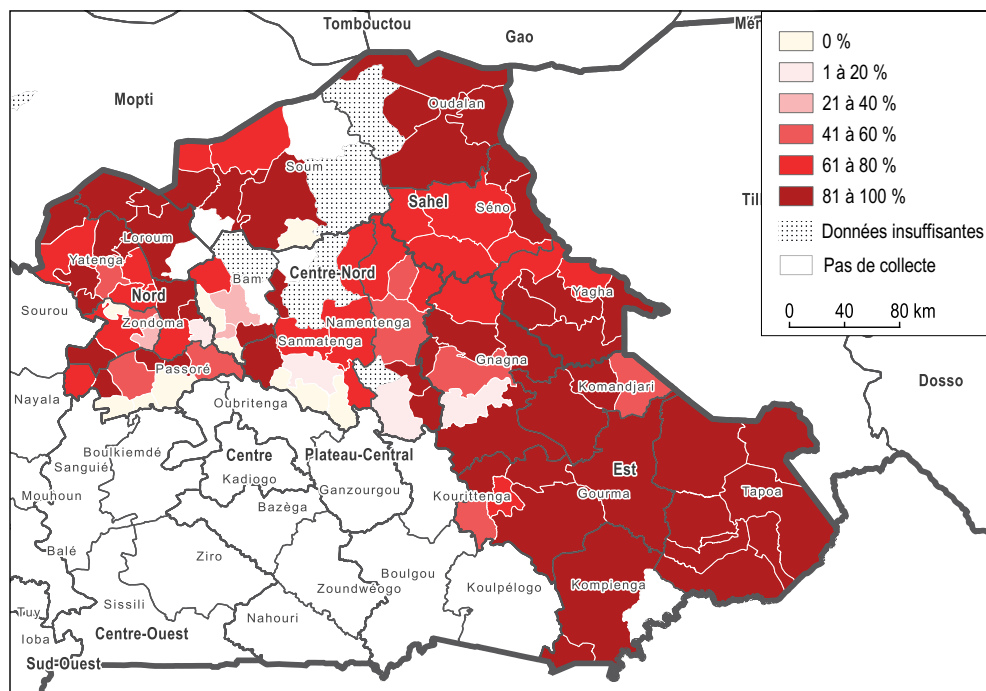
25% d'IC ont rapporté avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédant la collecte.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

2. Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR), Situation des personnes déplacées internes dans les communes, Janvier 2023

Carte 2. % de localités évaluées où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte



ANALYSE DES TENDANCES

- L'arrivée des PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données a été signalée dans 17% des localités évaluées. Ces arrivées de personnes déplacées étaient en hausse par rapport au mois d'octobre 2022 (9% des localités alors évaluées)³.
- Les principales localités d'origine des PDI au cours des 30 jours précédant la période de collecte de données étaient les localités de la province du Sanmatenga (14%), du Yatenga (10%), du Namentenga (8%) et du Soum (8%).
- La violence dans la localité d'origine demeurait le principal facteur de déplacement des populations dans 88% des localités évaluées, en légère baisse par rapport au mois d'octobre 2022 (93%).

3. En comparant les données de la CONASUR couvrant la période de septembre 2022 à janvier 2023, le nombre de PDI s'était accru de 13%.

RÉSULTATS CLÉS

L'accès à la nourriture semblait s'améliorer pour la majorité de la population, selon les IC dans l'ensemble des régions, excepté dans la région de l'Est. Cette amélioration peut être justifiée par la période de récolte en décembre/janvier. La dégradation de la situation alimentaire dans l'Est semblait être provoquée par l'augmentation des incidents sécuritaires (affrontements armés, explosions et violences contre les civiles) dans la région depuis le mois de décembre 2022.

Dans 50% des localités évaluées de la région de l'Est, la majorité de la population n'avait pas accès à leurs moyens de subsistance. Ce constat était particulièrement prononcé dans les communes de la Kompienga, de Namouna et Tambaga, où dans la totalité des localités évaluées les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à leurs moyens de subsistance. Le facteur sécuritaire était la principale contrainte d'accès aux moyens de subsistance des populations de ces localités de la région de l'Est (90%).

Le sentiment d'insécurité était toujours présent pour les populations des localités évaluées dans l'ensemble des régions (72%), comme en octobre (73%), selon les IC. Aussi, on constatait, dans la région du Centre-Nord, une **hausse de près de 10 points des localités où la majorité de la population craint des enlèvements comparativement au moins d'octobre.**

La situation de l'accès à l'éducation demeurait préoccupante comparativement au mois d'octobre (31%), avec un accès aux services éducatifs satisfaisant dans 35% des localités évaluées des régions. Selon les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche dans la plupart des localités des régions du Sahel (84%), de l'Est (79%), et du Centre-Nord (42%).

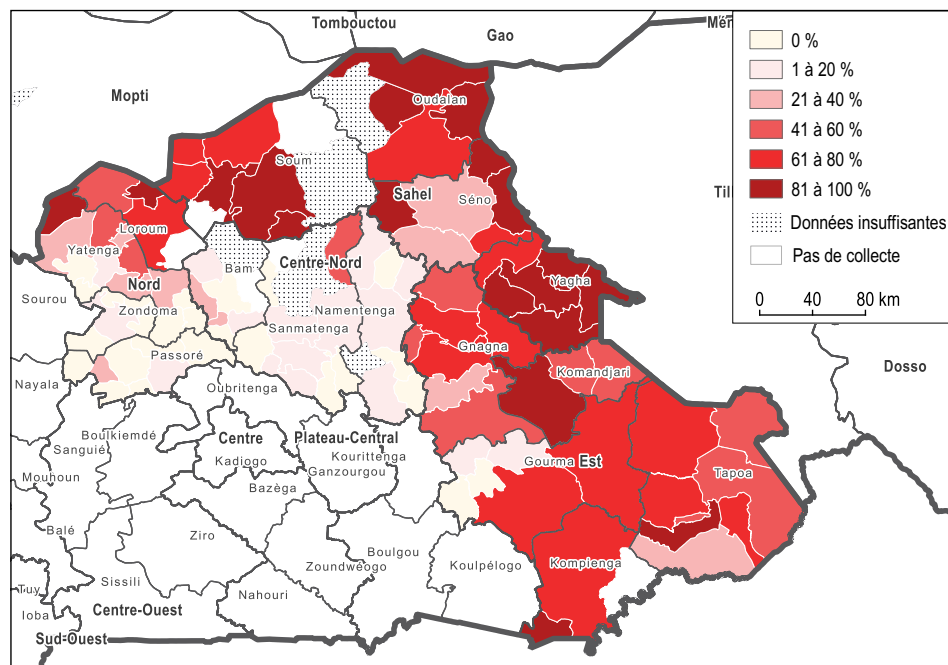
Bien que l'accès aux services de santé dans les localités évaluées semblait se maintenir (88%), **les populations n'avaient majoritairement accès qu'au centre de santé et de promotion sociale** (96%) qui se situe généralement dans les chefs-lieux des communes et donc un peu éloigné des localités évaluées.

Enfin, il semblait y avoir **une adéquation entre les besoins de la population et la fourniture de l'assistance humanitaire.** En effet, l'assistance alimentaire qui était le premier type d'assistance que les populations souhaitaient recevoir (83%) était aussi celle qui a été la plus fournie (69%).



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 3. % de localités évaluées qui n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données



L'accès à suffisamment de nourriture dans les 30 jours précédant la collecte du mois de février dans les régions du Sahel et du Nord s'était amélioré comparativement au mois d'octobre 2022, dans respectivement 10% et 1% des localités évaluées dans ces régions. Cette amélioration peut être justifiée par la période de récolte en décembre/janvier⁴. **Dans la région de l'Est, en revanche, on constate une dégradation de l'accès à la nourriture pour la majorité de la population avec 57% des localités pour lesquelles les IC rapportaient un accès insuffisant à la nourriture contre 50% en octobre 2022.** Cette situation était plus prononcée dans les communes de la Kompienga (100%) et de la Tambaga (100%). Les principales raisons évoquées justifiant cette situation à l'Est, selon les IC, étaient le prix élevé des produits alimentaires (51%), l'épuisement des stocks de nourriture (46%) et le manque de terres cultivables (32%).

4. Agence Ecofin, [Burkina Faso: la production de céréales a augmenté de 11% à 5,1 millions de tonnes en 2022/2023](#), mars 2023

5. World Food Program, [Burkina Faso Satellite imagery analysis 2022](#), mars 2023

A ce titre, le rapport du WFP⁵ avait détecté, à l'aide d'images satellitaires, dans certaines communes de la région de l'Est, une diminution des terres cultivables due majoritairement aux incidents sécuritaires.

Dans le cas d'accès limité à la nourriture, dans l'ensemble des régions, il a été constaté que les populations avaient opté pour diverses stratégies, telles que la consommation des aliments moins chers (69%), la diminution de la quantité consommées pendant les repas (68%) et la diminution des quantités consommées par les adultes au bénéfice des enfants (68%).

La majorité de la population n'avaient pas pu accéder à leurs moyens de subsistance habituels dans 36% des localités des régions évaluées. Les communes de la Kompienga (100% des localités évaluées) et du Foutouri (100%) dans la région de l'Est étaient les plus concernées par cette situation. Le principal facteur empêchant les populations de cette région d'accéder à leurs moyens de subsistance était l'insécurité (90%). En effet, la situation sécuritaire dans la région de l'Est s'était particulièrement dégradée depuis le mois de décembre 2022. Selon les données de ACLED⁶, entre décembre et février 2023, la région de l'Est concentrait 35% des incidents⁷ recensés dans l'ensemble des régions concernées par notre évaluation.

Les principales sources de revenu des populations étaient l'élevage (81% des localités évaluées), le commerce (67%) et l'agriculture pour la vente (41%). Cependant, les activités d'élevage restaient perturbées par l'inaccessibilité aux pâturages pour des raisons d'insécurité, notamment dans la province du Passoré (100%) dans la région du Nord, et dans les provinces de l'Oudalan (100%) et le Séno (100%) dans la région du Sahel. Tout comme l'élevage, le facteur principal de perturbation des activités agricoles

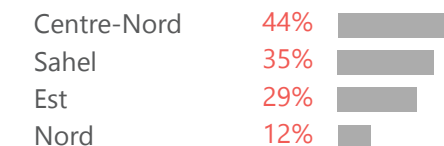
% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales

Oui
Non

86%
14%



% de localités évaluées où les IC ont rapporté une assistance alimentaire

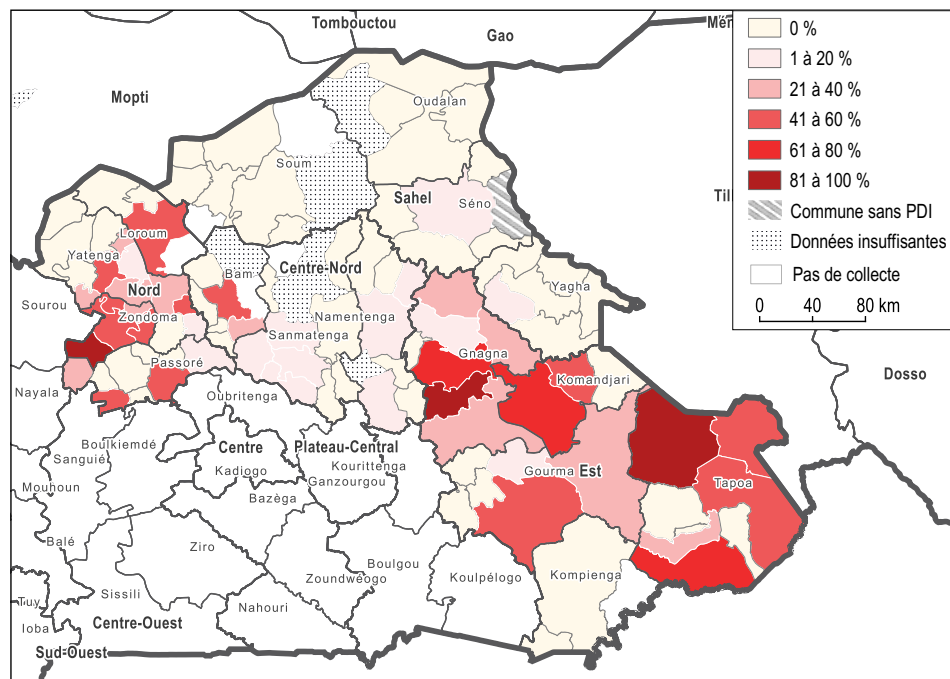


6. [ACLED DATA](#)

7. Les types d'incidents sont des affrontements armés, des explosions et des violences contre les civiles

DÉPLACEMENT

Carte 4. % de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données



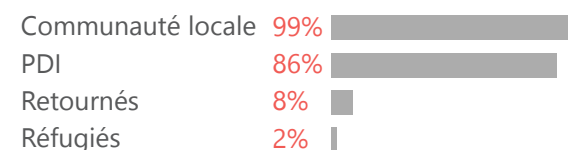
L'arrivée des PDI a été signalée dans 17% de l'ensemble des localités évaluées, selon les IC. Comparativement au mois d'octobre 2022, on a constaté une arrivée importante de personnes déplacées dans la région de l'Est, précisément dans les communes de Piela (100%), de Kantchari (83%) et de Gayeri (79%). Ce déplacement de personnes durant cette période était probablement en lien avec l'augmentation des incidents dans la région durant la période. En effet, selon ACLED⁶, entre décembre 2022 et février 2023, 58 incidents⁷ ont été signalés dans la région de l'Est.

Malgré la situation sécuritaire dans l'ensemble des régions, la présence de la communauté locale était signalée dans l'ensemble des localités des régions. Dans la région du Sahel (71%) et de l'Est (54%), les IC affirmaient que la majorité de la population locale ne souhaitait pas partir.

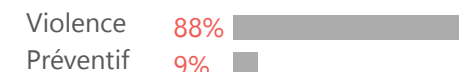
Dans la commune de Logbou, dans la région de l'Est, les PDI représentaient la moitié de la population dans 67% des localités évaluées, selon les IC, alors qu'au mois d'octobre 2022, la proportion de PDI étaient en dessous de la moitié de la population totale dans 100% des localités de la commune. La raison principale ayant motivé leur arrivée dans cette commune était la violence qui sévissait dans leur localité d'origine (67%). En dépit d'un afflux important de PDI en début d'année 2023, les relations sociales avec les populations hôtes étaient jugées bonnes dans 100% des localités de cette commune.

En janvier 2023, les IC rapportaient l'arrivée importante de retournées dans les régions du Nord et du Sahel, en particulier dans les localités de Bassi (100%), de Goursi (100%) et d'Arbinda (100%). Dans ces régions, les retours étaient liés aux mauvaises conditions de vie dans la localité de déplacement (40%) et au rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine (20%).

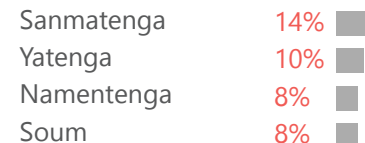
% des localités rapportant la présence de différents groupes de population⁸



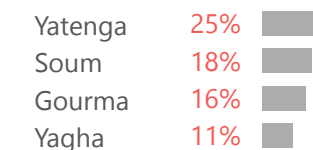
Principales raisons de la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte (% localités où la présence de PDI a été rapportée)



Principales provinces d'origine des PDI (% localités où la présence de PDI a été rapportée)



Principales provinces de provenance des retournés (% localités où la présence de retournés a été rapportée)



8. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.



PROTECTION

Le sentiment d'insécurité des populations était resté inchangé dans l'ensemble des localités des régions évaluées, comparativement au mois d'octobre 2022. **Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Kompienga, Gayeri et Diapaga dans la région de l'Est, la majeure partie de la population ne sentait pas en sécurité selon les IC.** Les principales inquiétudes de la majeure partie de la population rapportées par les IC étaient les violences des groupes armés (70%), les restrictions de mouvement (44%) et les enlèvements (41%). **A noter que cette dernière inquiétude était en hausse de près de 10 points comparativement au mois d'octobre 2022 dans la région du Nord.**

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés

Oui 17%
Non 83%



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection

Centre-Nord	78%
Nord	56%
Est	48%
Sahel	40%

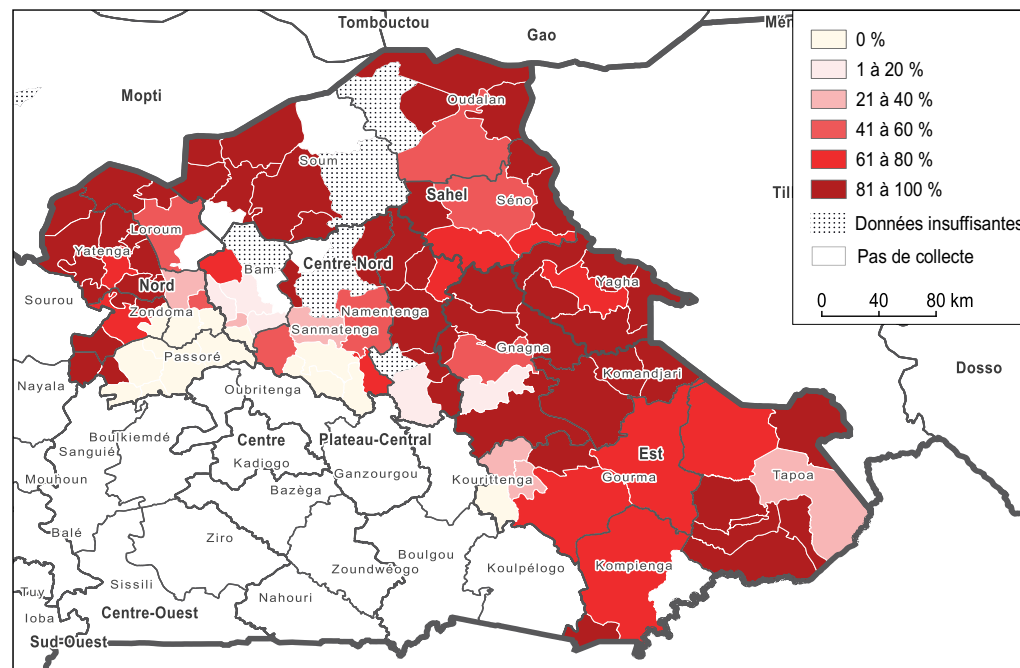
Perception des relations entre populations déplacées et populations hôtes dans les localités évaluées

Bonne	87%
Neutre	8%
Fragile	5%



ÉDUCATION

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche



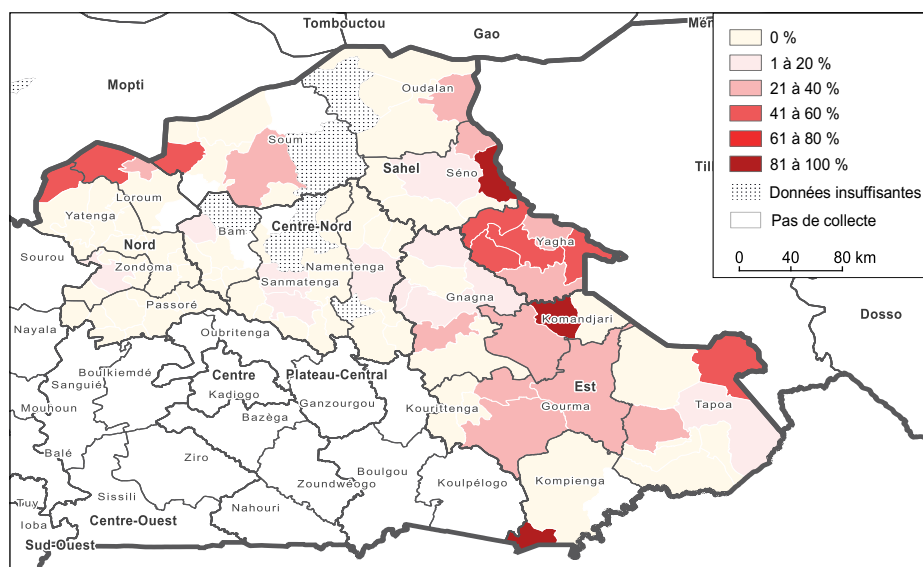
Le manque d'accès aux services éducatifs à distance de marche restait toujours préoccupant dans l'ensemble des régions, comparativement à la précédente collecte de données qui couvrait le début de la rentrée des classes. Les principales raisons de ces contraintes d'accès étaient les fermetures des infrastructures éducatives sur décision des autorités (53%) et l'absence d'enseignants dans la zone (27%). Selon NRC⁹, la fermeture d'institution éducative a connu une augmentation de 40% depuis les dernières vacances scolaires. **Toutefois, dans la majorité des localités des régions évaluées (86%) aucune stratégie d'adaptation n'était mise en place pour permettre aux apprenants de continuer à avoir accès à un enseignement.** La seule stratégie d'adaptation mise en place dans quelques localités évaluées (12%) était la délocalisation des écoles vers une zone plus sécurisée. Ainsi, la plupart des apprenants, filles comme garçons, s'occupaient par des loisirs et des travaux domestiques, selon les IC.

9. Norwegian Refugee Council, [Burkina Faso home to almost half of closed schools in Central and West Africa](#), mars 2023



SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population n'avaient pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche



% des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population était préoccupée par la situation nutritionnelle et alimentaire des enfants

Est	92%	
Sahel	66%	
Nord	65%	
Centre-Nord	51%	

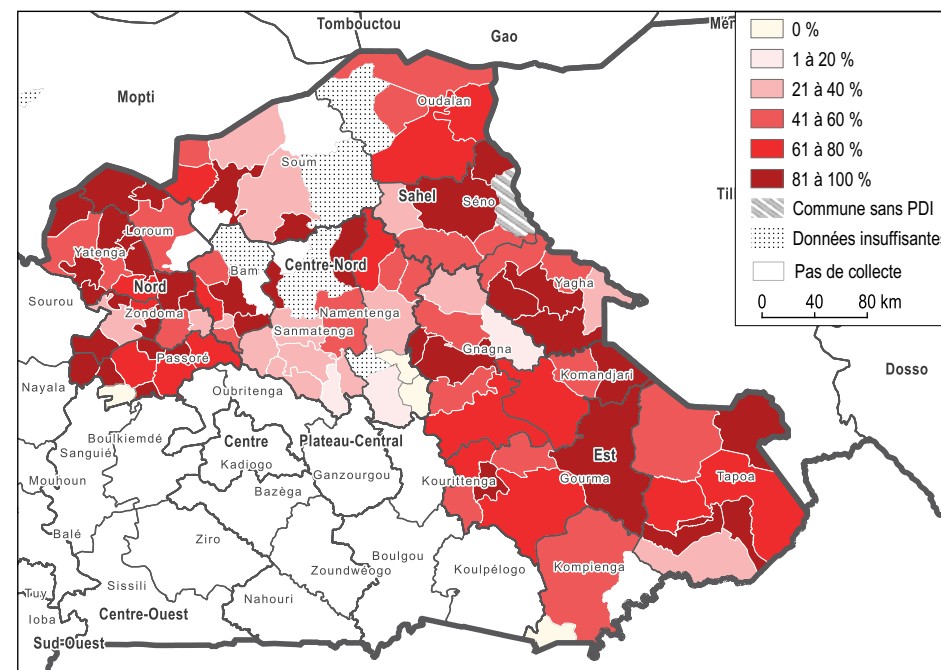
Dans la continuité des résultats d'octobre 2022, le niveau d'accès à des services de santé fonctionnels, à distance de marche, était bon dans l'ensemble des localités des régions évaluées. Dans les localités des communes de Solle (67%), Bagare (75%) et Kirsi (67%), le temps pour accéder aux services de santé pour la majorité de la population était entre 1 heure et une demi-journée. Dans l'ensemble de ces communes, le service de santé le plus utilisé par la majorité de la population était le centre de santé et de promotion sociale (100%). **Les principales barrières à l'accès aux services de santé dans la région du Sahel, étaient les fermetures des services de santé dues à l'insécurité (43%). En effet, selon le Cluster santé¹⁰, sur les 211 formations sanitaires fermées 65% se trouveraient au Sahel.**

10. Cluster santé, *Bulletin mensuel* N°35, Décembre 2022



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

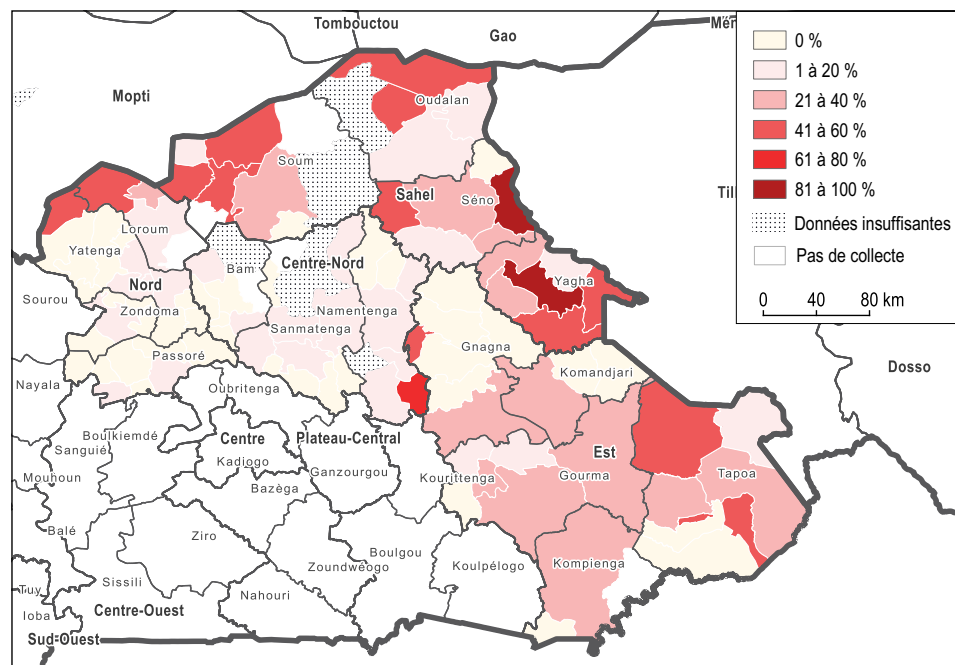
Carte 7. % de localités évaluées où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates



Dans les communes de Bahn et de Solle, dans la région du Nord, les PDI vivaient, selon les IC, dans de mauvaises conditions (100%), bien qu'ils aient été accueillies gratuitement (100%) dans des abris permanents. La raison principale évoquée pour justifier les mauvaises conditions de vie des PDI dans les abris, était le manque d'intimité lié au nombre de ménages vivant dans le même abri. Par ailleurs, **des destructions d'abris ont été signalées dans les communes de Titabe (36%) et Falagountou (33%)**. Dans ces communes, les abris ont été principalement détruits à cause de l'usure. Dans les localités de la province du Yagha, la majorité de la population avait le plus besoin des articles non alimentaires suivants : le savon (89%), les articles de couchage (82%), les moustiquaires (70%) et les bidons (66%).

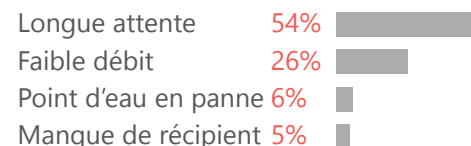
EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 8. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage

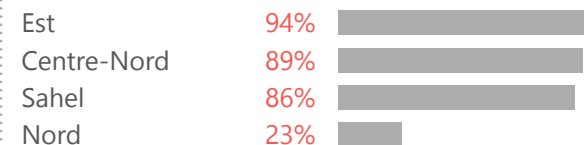


Le niveau d'accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage était bon (80% des localités évaluées) pour la majorité de la population, comme pour le mois d'octobre 2022 (79%). Cependant, dans les localités des communes de Kain (50%), Thiou (20%) et Baraboule (17%) la qualité de l'eau semblait mauvaise avec une eau jugée "trouble" par les IC. Dans ces communes, la majorité de la population utilisait les puits d'eau non protégés comme source d'eau à boire, et ce pour plus de la moitié des localités évaluées. **Dans les communes de Matiakoali (100% des localités évaluées), Foutouri (100%) et Namouno (100%) dans la région de l'Est, la population n'arrivait pas à accéder à l'eau à cause de l'insécurité⁶.** La pratique de la défécation à l'air libre a été la plus rapportée dans la région du Nord (60% des localités évaluées), principalement dans les communes de Gomponsom (100%), Kirsi (100%) et La-Toden (100%), due à l'insuffisance des latrines.

Principales raisons du manque d'accès à l'eau



% de localités ayant pour principale source d'eau le forage, par région



Durée pour aller, attendre, collecter et revenir de la principale source d'eau



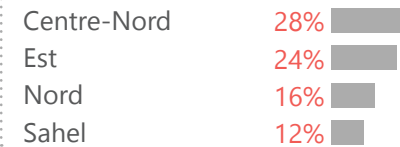
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence de comité de gestion des points d'eau, par région



% de localités où la majeure partie de la population pratique la défécation à l'air libre, région



% de localités où la principale méthode de lavage des mains était l'eau et le savon, région



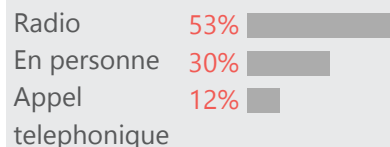
Les pratiques de lavage des mains n'ont pas évolué depuis la collecte de données du mois d'octobre. En effet, **dans les 30 jours précédant la collecte de données de février, dans 77% des localités évaluées, la majorité de la population continuait de se laver les mains avec uniquement de l'eau.** Dans les localités évaluées, la principale méthode pour se débarrasser des ordures demeurait les décharges ouvertes (50%) qui pourraient avoir des conséquences sur la santé des populations et sur l'environnement¹¹.

11. Banque Mondiale, « Déchets : quel gâchis 2.0 » : un état des lieux actualisé des enjeux de la gestion des ordures ménagères, Septembre 2018

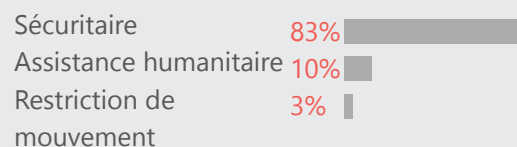
COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

Principales sources d'informations de la majorité de la population



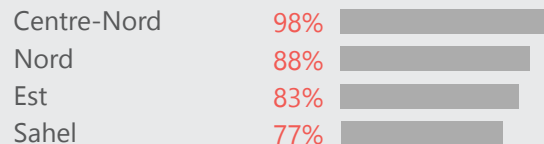
Types d'informations qui auraient été utiles pour la population¹²



Principaux pourvoyeurs d'information de la majorité de la population



% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable existait



Dans 39% des localités de la région de l'Est, la majorité de la population avait des difficultés pour accéder à l'information humanitaire. Particulièrement, dans les communes de Foutouri, Kompienga et Logbou l'information était difficilement accessible. Selon les IC, les populations de ces localités avaient comme source principale d'information les conversations en personne et la radio. Dans la région de l'Est, les principaux pourvoyeurs d'information demeuraient la famille et les amis (51%) suivis par les journalistes (41%). Comme en octobre 2022, près d'un tiers des localités de la région de l'Est (29%) n'arrivaient pas à avoir accès à un réseau téléphonique. **Dans plusieurs communes, dont Mani, Piela, Diabo, Matiakoali et Yamba, l'entièreté des localités évaluées n'avaient pas accès à un réseau téléphonique pour passer des appels.** Dans l'ensemble des localités des régions évaluées, l'information la plus utile pour la majorité des populations était les informations sur la sécurité (83%), selon les IC.

12. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Dans les 30 jours précédant la collecte de données de février 2023, l'assistance humanitaire n'a été rapportée dans aucune des localités évaluées des communes du Bahn, Bagare, Boken et Gomponsom dans la région du Nord. Parmi les localités évaluées ayant reçu de l'assistance humanitaire (33%), les IC ont rapporté que la majorité de la population n'était pas satisfaite dans 19% des cas. La région du Nord était celle avec le niveau de satisfaction par rapport à l'assistance reçue la plus élevée, bien qu'elle était celle avec le plus faible niveau d'assistance reçue. La réponse humanitaire semblait s'aligner aux besoins des populations. En effet, l'assistance alimentaire qui était le premier type d'assistance que les populations souhaitaient recevoir (83%) et celle qui a été la plus fournie (69%). L'assistance alimentaire a été reçue dans l'ensemble des localités des communes de Gorom-Gorom, Markoye, Oursi et Tin-Akoff. Dans la totalité des localités de ces communes, le principal reproche fait à l'assistance reçue était l'insuffisance de la quantité reçue. Aussi, il est à noter que l'assistance en *cash* n'était que le troisième type d'assistance préféré par les populations de la région de l'Est (38%). Elle était principalement préférée dans les communes de la région du Centre-Nord telles que Diabolo (100%) et Bogande (83%).

Carte 9. % des localités où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait reçu une assistance humanitaire

